



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 22 - vendredi 19 février 2010

Dans ce numéro :

- La Grèce, symptôme d'une Europe malade de la dette et de la spéculation financière
- Sarkozy et la droite sont discrédités, la pression du monde du travail à l'œuvre...
- L'égalité homme-femme au coeur de la démocratie et des luttes d'émancipation

La Grèce, symptôme d'une Europe malade de la dette et de la spéculation financière

La « confiance » relative qui avait, si l'on en croit la reprise régulière des Bourses depuis quelques mois, gagné le monde de la finance et des spéculateurs a été brutalement perturbée, il y a une dizaine de jours, lorsqu'il est apparu que la Grèce, suivie de près par l'Espagne et le Portugal, déstabilisées par la dette et la spéculation, étaient au bord de la faillite. On nous a présenté les gouvernements de ces pays comme des « mauvais élèves » de l'Europe : ils n'auraient pas appliqué les mesures de sauvetage de l'économie mondiale préconisées par les « sages » à la Sarkozy-Merkel, et, du fait de leur irresponsabilité, entraîneraient toute la zone euro dans leur sillage...

Mais s'ils se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite, c'est bien justement parce qu'ils ont appliqué, bien au-delà de leurs moyens, la politique de « sauvetage » de l'économie qui a consisté à financer, sur les caisses publiques, les profits des grands groupes financiers et industriels.

Cet argent, généreusement distribué par les Etats pour les renflouer, a été utilisé par les banques pour spéculer... sur la dette de ces mêmes Etats ! Une opération juteuse et qui a porté ses fruits si l'on en croit les résultats des grands groupes financiers, principaux créanciers des Etats : BNP Paribas annonce 93 % d'augmentation de ses résultats pour l'année, AXA les multiplie par quatre et va augmenter de 38 % les dividendes versés à ses actionnaires...

Cette politique menace maintenant de se transformer en une nouvelle bérézina financière. Tous les Etats servent de vache à lait, par le biais de la dette publique, aux spéculateurs, essentiellement constitués des grandes institutions financières. Mais ce sont les plus fragiles, ceux dont le déficit public est le plus élevé par rapport aux richesses produites, qui en sont les principales victimes.

Sous prétexte que ces Etats risquent de ne pouvoir « faire face à leurs obligations », c'est-à-dire assurer le paiement des intérêts et, à terme, le remboursement du capital, les créanciers exigent des taux d'intérêts d'autant plus élevés que la « confiance » est faible. Ainsi, les taux que doit payer la Grèce pour les intérêts d'une dette qui atteint 120 % de son PIB sont trois fois plus importants que ceux que paie l'Allemagne pour sa propre dette ! Cette spéculation sur le « manque de confiance » aggrave d'autant la charge de la dette. La spirale sans fin qui consiste à s'endetter toujours plus pour rembourser les emprunts précédents et assurer le fonctionnement de l'Etat s'emballe et conduit inexorablement à la faillite...

C'est donc bien parce qu'ils ont été de « bons élèves » de cette politique que la Grèce, l'Espagne, le Portugal sont menacés de faillite par l'endettement abyssal de leurs finances publiques et la spéculation qui les parasite. Et ils ne représentent d'ailleurs que la partie émergée de l'iceberg, si l'on en croit certains économistes qui ajoutent sur la liste le Royaume uni, le Japon, les Etats-Unis, la France...

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Face à la menace, le premier ministre socialiste Grec, Papandréou, suivi par ses confrères espagnols et portugais, s'est empressé d'annoncer, avec l'espoir de « *calmer les marchés* », les mesures qu'il comptait prendre : imposer à la population une cure d'austérité, attaques sur les retraites, diminution du « *coût de l'État* » sous forme de démantèlement des services publics, de réduction des salaires des fonctionnaires...

Ces derniers ont réagi par milliers à cette provocation, criant dans la rue leur refus de payer la crise, dénonçant ceux qui en sont les seuls responsables, les banquiers et le gouvernement. Papandréou a par contre reçu le soutien politique appuyé de la Commission européenne, du FMI, de la BCE, des autres dirigeants européens, Merkel et Sarkozy en tête... Un Sarkozy d'autant plus prêt à appuyer Papandréou qu'il vient de lancer de nouvelles attaques contre les retraites, les services publics, les fonctionnaires, dans un même souci de faire payer à la population la dégradation des déficits publics.

Une comédie au sommet s'est mise en place, tout ce beau monde jouant aux docteurs au chevet d'un malade, annonçant qu'ils viendraient constater, sur place, l'avancement de la mise en œuvre des mesures d'austérité, s'assurer de la « *bonne volonté de la Grèce* », comme ils disent, confondant les classes dominantes responsables de la crise et les classes populaires qui en sont les victimes, à « *redresser la situation* »...

Mais cette comédie ne trompe personne. La situation de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal ne se résume pas à une simple affaire comptable qu'il s'agirait de combler en imposant de nouveaux sacrifices aux populations. Elle met en évidence la fragilité de l'Europe et l'impuissance de ses principaux dirigeants à sortir de l'impasse.

A cela s'ajoute, pour les milieux économiques et financiers, la crainte de la « *contagion* » de la contestation sociale et politique. Une crainte justifiée, car le germe de la contagion est bien présent partout, conséquence de la guerre de classe menée par la grande bourgeoisie et les gouvernements à son service pour maintenir les profits au détriment de la satisfaction des besoins les plus élémentaires des populations.

Les manifestations se succèdent en Grèce, aux cris de « *nous ne paierons pas pour leur crise...* », slogan universel dans lequel ne peuvent que se retrouver toutes les victimes des attaques des patrons et des gouvernements, salariés de Total Dunkerque occupant leur usine, enseignants et lycéens de la région parisienne en grève et dans la rue pour exiger l'embauche des personnels nécessaires à assurer leur service, salariés en lutte pour les salaires...

Patrons, gouvernements et économistes ont d'autant plus de raisons de s'en inquiéter que la « *reprise* » qu'ils nous annonçaient, même si c'est sans trop y croire, ne se produira pas.

On nous expliquait que la relance financée par les Etats n'était que provisoire, qu'elle consistait à remplacer la « *demande privée* » défaillante par de la « *demande publique* », le temps que la crise se calme et que la « *demande privée* » soit à nouveau en mesure de « *prendre la relève de la demande publique* ». Force est de constater aujourd'hui que la magie n'a pas opéré... Pire, la « *demande privée* » est d'autant moins prête à prendre la relève qu'elle est étranglée par la crise et des « *remèdes* » qui, de fait, l'aggravent.

Rien d'étonnant donc, comme le constatait récemment à la télévision Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, à ce que, dans le prolongement de la crise financière et économique, nous entrions dans une phase de crise politique. La crise grecque en est un des symptômes. Mais elle touche l'ensemble de l'Europe, elle est la crise politique des classes dominantes, qui s'avèrent incapables de sortir leur système économique de la faillite à laquelle elles l'ont conduit.

Bien des économistes voient la crise comme un mécanisme qui aurait une logique indépendante des choix politiques, des rapports de force sociaux qui traversent la société. En réalité, la crise actuelle n'est pas le produit d'une fatalité, mais bien « *un moment de la lutte des classes* » pour reprendre l'expression de François Chesnais. Elle trouve ses racines dans la mondialisation, c'est-à-dire dans cette guerre de classe globale menée pendant trois décennies par la grande bourgeoisie internationale pour restaurer ses profits en mettant en concurrence les salariés du monde entier. Et elle n'a pu atteindre le niveau de nuisance, la capacité de destruction qu'elle manifeste aujourd'hui que, pour une grande part, parce que la classe ouvrière est restée désarmée, paralysée par la participation directe des partis gouvernementaux de gauche à l'offensive, et la passivité, sinon la complicité, des confédérations syndicales. Et l'évolution de la crise dépend de comment vont évoluer les rapports de force sociaux, de comment va évoluer la lutte des classes.

C'est pourquoi la contestation sociale qui s'exprime aujourd'hui, contribuant à aggraver la crise politique patente que vivent les classes dominantes, n'est pas simplement la manifestation légitime de la colère des victimes d'une société inégalitaire et discriminatoire, à laquelle nous pourrions nous contenter d'exprimer notre solidarité et d'apporter notre aide. Elle constitue avant tout la base à partir de laquelle peut se constituer la seule alternative politique capable de mettre fin aux nuisances du capitalisme, de sortir de la crise.

Nous avons besoin de comprendre comment évolue la crise, comment, à travers cette évolution, se remodèle l'Europe, car c'est de cette évolution que naissent les conditions nécessaires pour qu'émergent les réponses du monde du travail. Et il est tout aussi important de voir comment nous pouvons contribuer à transformer cette révolte sociale dispersée, atomisée, mais bien réelle, en force politique consciente, organisée, opposant fermement au programme de classe de la bourgeoisie et de ses serviteurs, son propre programme de classe.

Une de nos tâches essentielles, pour que se constitue une véritable unité politique des salariés, de la population laborieuse dans son ensemble, est de mener partout, dans les luttes, dans la campagne électorale qui commence, sur les lieux de travail, les débats autour de la constitution d'un tel programme et des moyens de l'imposer, collectivement.

Ce programme doit bien évidemment porter les revendications les plus légitimes de chacun : des revenus suffisants pour vivre, comme le demandent les salariés en lutte pour leurs salaires ; l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous comme le défendent les salariés en lutte contre la fermeture de leur usine ; suffisamment de moyens pour travailler dans de bonnes conditions comme l'exigent les enseignants et les lycéens, les hospitaliers, tous les salariés des services publics...

Ce programme ne sera cohérent que s'il n'hésite pas à mettre en cause les fondements même du capitalisme. A commencer par l'expropriation des financiers dont les pratiques menacent de ruine des Etats entiers, la mise des activités financières sous le contrôle démocratique de la population, sous la forme d'un système bancaire unique et centralisé.

L'anarchie financière, le chacun pour soi pourvu que ça rapporte, les Etats qui ont renoncé depuis longtemps à s'opposer à la spéculation privée, mais qui, bien au contraire la favorisent et la financent... font écrire à un éditorialiste des *Echos* que « *la finance publique est revenue au Moyen-âge* », au temps où les rois confondaient les finances publiques avec leurs finances personnelles, menant leurs Etats à la faillite. Il explique que c'est en imposant son propre contrôle démocratique, par la révolution, en Angleterre puis en France, que la bourgeoisie mit fin à cet état de fait. Provisoirement... car quelques siècles plus tard, c'est la bourgeoisie elle-même, celle des grands actionnaires industriels et financiers qui, au déni de toute démocratie, faisant des ressources publiques l'objet de ses spéculations privées, conduit le monde à la faillite...

Pas d'autre solution que d'imposer, à notre tour, notre contrôle démocratique sur la finance !

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)

Sarkozy et la droite sont discrédités, la pression du monde du travail à l'œuvre...

Le 15 février, Sarkozy recevait les organisations syndicales pour discuter du calendrier de sa contre-réforme sur les retraites. « *La réforme des retraites est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte et sur la base d'un diagnostic partagé* » a-t-il déclaré. Une fois encore, reprenant les formules de Raffarin, il compte sur la politique du dialogue social pour faire passer sa contre-réforme, d'autant plus qu'il se trouve en situation de faiblesse.

Sur le terrain politique, la droite est discréditée. Ses manœuvres réactionnaires et populistes au travers du débat sur « *l'identité nationale* » se retournent contre elle, à un moment où des conflits sociaux redémarrent sur les salaires ou contre les licenciements. Dans un tel contexte, Sarkozy, qui avait prévu de faire passer sa contre-réforme dès l'été, a dû annoncer un report jusqu'en septembre pour tenter une manœuvre évidente : la concertation pour donner le change et « *au début du mois de septembre, le gouvernement prendra ses responsabilités* ».

Au sortir de ce « sommet social », cinq organisations syndicales se sont décidées à appeler à une journée interprofessionnelle le 23 mars. Mais sur quelles revendications et avec quelle stratégie de lutte ?

Jusqu'à-là, les directions des grandes confédérations n'ont avancé que des questions de calendrier, sans formuler des revendications offensives et claires sur les retraites. Le problème n'est pas d'avoir une « *vraie concertation* » ou un « *débat de fond* » avec Sarkozy comme elles le réclament, acceptant de jouer leur partition dans ce jeu de dupes du dialogue social. C'est cette même politique qui a conduit aux journées de grève sans lendemain de 2009 et à l'isolement des luttes qui se radicalisaient contre les licenciements, par volonté d'éviter un affrontement avec le pouvoir.

Face aux attaques sur les retraites, au million de chômeurs qui vont se retrouver en fin de droits, aux attaques contre les fonctionnaires avec la mobilité et à cette politique destinée à faire payer chèrement la crise de leur système aux travailleurs, il s'agit au contraire de construire un vrai rapport de force. Dans ce contexte, les élections régionales prennent une autre dimension politique, où la question sociale et celle de quelle politique pour la lutte s'invitent au cœur de la campagne.

Une nouvelle campagne sur le « trou abyssal » des retraites...

Comme en 2003, la manœuvre de « *concertation* » du gouvernement s'appuie sur une campagne tout azimut sur la catastrophe annoncée des retraites... tentant de masquer les milliards mis sur la table pour les banques l'année

précédente. D'autant que celles-ci ont largement profité de cet argent pas cher mis à leur disposition par les Etats, à l'image de la BNP qui annonce 5,8 milliards de bénéfice net pour 2009, soit une hausse record de 93 % !

Maintenant, il faut faire payer l'addition à la population et là, le bluff sur la catastrophe démographique repart de plus belle avec Darcos en tête : « nous avons aujourd'hui 1,8 cotisant pour un retraité ; dans une dizaine d'années, nous serons à 1,5 ; et en 2050, à 1,2 ». Grand visionnaire, il annonce même des déficits « abyssaux » à l'horizon 2040-2050 entre 70 et 100 milliards d'euros ! Comme en 2003, le gouvernement nous ressert des prévisions démographiques à 40 ans, avec des scénarios d'augmentation de l'espérance de vie et de baisse du nombre de cotisants alors que même le dernier rapport du COR prévoit une augmentation de la population active !

Toute cette campagne ne vise qu'à justifier des mesures pour faire payer la crise de leur système au monde du travail, comme le font des gouvernements de droite ou de gauche en Europe. En Grèce, Papandréou promet de reculer l'âge de départ à la retraite de 63 ans à 65 ans pour séduire « les marchés ». En Allemagne, Merckel parle de départ à... 69 ans. En Espagne, Zapatero a déjà décidé que ce serait à 67 ans au lieu de 65 ans.

Les mesures « sans tabous » du gouvernement sont du même tonneau : « lever la barrière des 60 ans » ; augmentation des cotisations, en évoquant une baisse des cotisations chômage pour compenser alors que l'Unedic est en déficit et que 1 million de chômeurs vont se retrouver en fin de droit ; retraite par points, individualisée et sans prise en compte des périodes de maladie ou de chômage ; remise en cause de la prise en compte des 6 derniers mois pour le calcul de la pension dans la fonction publique... La volonté du gouvernement est on ne peut plus claire.

... relayée par le Parti socialiste

Cette campagne est même relayée par le PS qui aspire à jouer son rôle de parti prêt à gouverner les affaires des classes dominantes. Après la déclaration d'Aubry sur le passage « à 61 ou 62 ans », les offres de service pour être associé à la discussion dans le but d'un « consensus national » sur les retraites ont été claires et entendues par Fillon. D'autres postulants au pouvoir pour 2012 y sont allés aussi de leur déclaration comme Hollande pour qui « l'espérance de vie s'allonge, il faut allonger la durée de cotisation » ou Fabius qui réclame « plus de souplesse dans l'effectivité » du droit à la retraite... Mais la pression de l'opinion du monde du travail, juste avant les élections régionales, les oblige à freiner leurs ardeurs.

Baisser les retraites pour payer le déficit creusé par la finance

Reculer l'âge légal au nom de l'allongement de la durée de vie est une nouvelle fausse évidence. Prétendant que les salariés entrent plus tard dans la vie active, l'allongement est présenté comme une nécessité incontournable.

Sauf que dans la réalité, une telle mesure ne peut que se traduire par une baisse très importante des pensions de retraite. Les patrons ne veulent pas garder les salariés les plus âgés et souvent mieux payés. En 2006, seulement 54 % des actifs de 55 à 59 ans occupaient un emploi, dont une forte proportion à temps partiel. À 60 ans, il n'y en avait plus que 40 %, les autres étant au chômage, en invalidité, en préretraite ou dispensés de recherche d'emploi. Reculer l'âge de la retraite en augmentant encore les annuités pour une retraite à taux plein ne pourra que multiplier les retraites avec décote.

Quant à la propagande sur le développement de « l'emploi des seniors », rien ne justifie de travailler plus longtemps avec les progrès techniques d'aujourd'hui. Cette propagande est d'autant plus révoltante que 22 % des jeunes sont frappés par le chômage !

En fait, le recul de l'âge légal s'inscrit dans la continuité des autres contre-réformes qui ne visaient qu'à baisser les retraites : l'allongement de la durée de cotisation, passée à 40 ans et bientôt 41 (au lieu de 37,5 ans avant 1993), le calcul de la retraite sur les 25 meilleures années au lieu de 10 pour les salariés du privé, ainsi que l'indexation sur les prix (et non plus sur les salaires) ont conduit à une baisse des pensions de près de 20 %. Plus d'un million de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté !

Le problème des retraites, c'est le partage des richesses

Les déficits des caisses de retraite sont la conséquence même de la politique des classes dominantes, qui pour accroître leurs profits n'ont eu de cesse de « baisser le coût du travail » avec l'aide des gouvernements successifs.

Cela s'est traduit par le recul, aggravé d'année en année, des salaires par rapport au coût de la vie. Dans le même temps, le patronat profitait d'exonérations « abyssales » : près de 65 milliards d'euros ! Les exonérations de cotisations sociales sur les salaires représentaient à elles seules plus de 21 milliards d'euros en 2008 !

Mais le déficit est aussi la conséquence directe des licenciements massifs qui se sont accélérés. Plus de 400 000 postes de travail ont été détruits en 2009. L'Etat a eu la même politique, en supprimant 100 000 emplois depuis 2007. Bilan : on compte aujourd'hui 3,8 millions de chômeurs, soit 500 000 de plus en un an.

Pour défendre ses droits fondamentaux, le monde du travail doit s'attaquer de front à cette politique. Cela signifie mettre en œuvre une politique pour les luttes et leur convergence en rompant tous les « diagnostics partagés » avec le gouvernement.

Les directions syndicales continuent d'esquiver l'indispensable affrontement

Juste avant le fameux « *sommet social* », en grande pompe à l'Élysée, l'intersyndicale n'a pu s'entendre que sur la question du calendrier de « *concertation* ». « *La priorité est de réclamer le temps d'avoir un vrai débat national* » a déclaré la CGT. « *Il faut un calendrier très clair et sur la durée. Les concertations n'ont même pas commencé qu'on voit déjà le gouvernement lancer de nombreuses pistes. C'est inquiétant* » s'inquiète la CFDT... Comme si la concertation avec Sarkozy, Fillon ou Darcos pouvait être autre chose qu'une manœuvre du gouvernement pour tenter de paralyser le monde du travail.

C'est pourtant la question de l'affrontement avec le pouvoir qui se retrouve posée, comme en 2009. Sur ce terrain, Chérèque a été clair en déclarant qu'une initiative avant les régionales constituerait « *une manifestation à caractère politique* »... Comme si la lutte pour les retraites n'était pas une lutte politique, du monde du travail face à la bourgeoisie et à tous ceux qui la servent ou aspirent à le faire. Quant au terrain politique, Chérèque ne s'est pas gêné pour soutenir Aubry après ses déclarations en déclarant : « *un consensus sur les retraites serait intelligent. La France n'a pas besoin d'un conflit d'un autre temps sur ce sujet* »...

Du côté de la CGT où la pression d'équipes militantes qui veulent en découdre avec le gouvernement se fait sentir, Thibault a déclaré : « *c'est bien un plan de rigueur qui se prépare (...). Nous sommes avertis, il n'y a aucune raison d'attendre* ». Mais en même temps, il n'a d'autre politique que de s'aligner sur la CFDT ou la CFTC au nom de « l'unité » qui lui sert de paravent.

Sur le fond, Thibault se place dans la même optique du « *dialogue social* » avec le gouvernement, en déclarant devant Sarkozy lors du sommet social du 15 février : « *Les amortisseurs sociaux classiques ne suffisent plus, en témoigne le problème des chômeurs en fin de droits. Si, comme nous le craignons, un plan de rigueur se prépare, c'est susceptible de provoquer une explosion sociale* ».

C'est bien au contraire cette révolte qui s'accumule dans le monde du travail qui peut changer la situation. Au lieu de la craindre comme le font les appareils, il s'agit de la renforcer politiquement, de la faire converger au travers d'une politique et d'un programme pour la lutte. C'est dans cette perspective qu'il s'agit de préparer la journée de grève du 23 mars.

Le gouvernement est en difficulté, préparons la convergence des luttes pour inverser le rapport de force

Sarkozy voulait soumettre à sa politique les syndicats comme la gauche, en pratiquant l'ouverture... mais la pression des travailleurs, le discrédit croissant de sa politique dans la population met en échec ses plans.

La pression des travailleurs s'exerce de partout et rencontre la sympathie et la solidarité. Des luttes redémarrent sur les salaires comme à Ikéa, Sanofi, Rhodia ou face aux licenciements et aux suppressions d'emplois comme à Total, Philips, etc.

Les travailleurs ne sont pas dupes des discours sur la sortie de la crise pour justifier les mauvais coups actuels, d'autant que les profits des banques ou du CAC 40 suscitent une révolte grandissante. Dans le même temps, de nouveaux licenciements se préparent dans l'automobile où un rapport prévoit près de 50 000 destructions d'emplois dans les deux ans après les 35 000 de l'année dernière. La loi de mobilité contre les fonctionnaires avec la menace explicite de licenciement est une arme pour imposer un plan de restructurations à l'échelle de l'État. La politique des bas salaires se poursuit partout, les patrons profitant de la pression du chômage. Dans ce contexte, la question des retraites est un point de convergence.

Il s'agit aujourd'hui de construire la convergence des luttes à la base, en tirant le bilan des luttes de l'an passé, en partant des initiatives des équipes militantes qui cherchaient à se coordonner par-dessus la tête des directions syndicales. Les Conti, qui avaient commencé à le faire l'ont encore rappelé à leur sortie du tribunal, où Xavier Mathieu a déclaré : « *Nous allons soutenir, dans leur lutte, nos autres camarades qui sont victimes de ses patrons voyous. Aujourd'hui les salariés de l'usine Goodyear sont là pour saluer cette victoire. Demain nous serons à leurs côtés pour garder leur usine debout* ».

De même, sur les retraites, il s'agit de regrouper des collectifs, des militants syndicaux, politiques, leurs organisations, des travailleurs, qui aspirent à l'unité pour se battre. Dès maintenant et sans attendre le 23 mars, il faut rediscuter des revendications, de la légitimité des 37,5 annuités pour tous, du lien avec la lutte pour les salaires ou contre les licenciements, du rapport de force qu'il nous faut construire.

Cela signifie formuler une politique sur le terrain de la lutte de classe, rompant avec tous les « diagnostics partagés ».

Dans ce contexte, les élections régionales vont être une étape importante. Il est clair que les rapports de forces politiques qui en sortiront auront des conséquences sur les marges de manœuvre du gouvernement. Mais du point de vue des luttes, ces élections sont aussi le moyen de populariser une politique, un programme d'urgence sociale face à la politique des classes dominantes, qui peut donner à cette grève du 23 mars un tout autre contenu que celui voulu par les directions syndicales.

Il nous faut formuler une politique pour la généralisation des luttes, convaincre des possibilités d'inverser le rapport de force, de la légitimité des exigences du monde du travail. C'est sur ces bases que nous appelons à voter pour nos listes, les listes du NPA, pour encourager les luttes et créer les conditions de leur convergence.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

L'égalité homme-femme au coeur de la démocratie et des luttes d'émancipation

Depuis deux semaines, le NPA est l'objet d'une virulente et hypocrite campagne suite à l'annonce de la présentation par les camarades du Vaucluse sur les listes régionales PACA d'une jeune femme voilée. A partir d'une exception, tous les partis institutionnels, la droite en tête, échafaudent raisonnements, polémiques, accusations, se disputant la place du meilleur défenseur des droits des femmes et de la laïcité. Par delà l'outrance des propos, la comédie de tous ces tartuffes posant au champion de l'égalité entre les sexes est pour le moins ridicule et surtout cynique. Mais, que ce soient des militants du NPA et la confusion des réponses apportées qui leur en donnent l'occasion suscite une légitime incompréhension, voire de la désapprobation au sein même du NPA et bien au-delà. Comment peut-on laisser penser que féminisme et port du voile, un signe d'oppression des femmes, puissent aller de pair ? Comment concilier internationalisme et un geste qui se désolidarise, de fait, du combat mené par les femmes et tout le mouvement ouvrier et démocratique contre l'emprise des religieux qui imposent aux femmes le port du voile ? Comment invoquer la laïcité pour justifier ce choix alors que celle-ci vise à définir les rapports entre Etat et religion et non la politique d'un parti anticapitaliste, et surtout qu'elle fait de la religion une affaire privée ?

Faut-il le préciser, ces questions ne remettent nullement en cause la sincérité personnelle de Ilhem Moussaïd, de son engagement. Nous n'étions pas de celles et ceux qui voulaient que le NPA retire sa candidature, cédant ainsi à une campagne de la bourgeoisie. Mais la solidarité de parti ne saurait faire accepter la mise devant le fait accompli, elle exige bien au contraire le débat pour faire vivre la démocratie.

Croire que présenter une militante portant le voile puisse constituer une réponse à la campagne de diversion raciste et xénophobe, anti-immigrés, de la droite relève de l'aveuglement. Une telle réponse se place, qu'elle le veuille ou non, sur le même terrain que celui qu'a choisi l'adversaire. Cela nous met en position de faiblesse et en contradiction avec nous-mêmes, oblige chacun à être pour ou contre sans débat. C'est tout au plus un geste de protestation mais ce geste ne va pas dans le sens de la lutte collective pour construire l'unité des classes populaires. C'est bien cela qu'il s'agit pour nous de discuter pour essayer de définir une attitude, une politique avec l'ensemble du parti, plus largement avec l'ensemble du mouvement social et de ses militants quelles que soient leur origine, leur histoire politique, les traditions du milieu dont ils sont issus... Ce texte voudrait contribuer à cette discussion nécessaire et indispensable même si nous sommes de celles et ceux qui regrettent qu'elle s'engage dans de bien mauvaises conditions.

Sortir des simplifications et des confusions

Il est bien difficile de se retrouver dans un débat instrumentalisé par la droite et qui part dans tous les sens. La première chose est de préciser ce dont nous discutons nous et au nom de quoi nous en discutons. La possibilité d'une personne ayant des croyances religieuses de rejoindre notre parti ? D'une femme portant le voile ? Ou sur la possibilité d'être candidate ou candidat ? S'agit-il de l'attitude du parti vis-à-vis de la religion ? De l'attitude de l'Etat vis-à-vis des religions ? De la laïcité ? De la place particulière de l'Islam ? C'est bien à l'ensemble de ces questions qu'il s'agit de répondre, vis-à-vis desquelles il nous faut tenter de définir une démarche, une politique commune, préciser nos analyses.

Et, bien évidemment, nous ne discutons pas du point de vue de la République et de ses prétendus principes mais de celui de l'unité du monde du travail et des luttes d'émancipation. L'hostilité de toutes les forces dites républicaines contre nous obéit à une certaine logique. Nous ne sommes pas républicains, mais démocrates et révolutionnaires, nous avons toujours combattu cette république coloniale et impérialiste. Nous discutons du point de vue d'un parti internationaliste. Il est clair que cette discussion se situe sur un autre terrain que celui de Marie-George Buffet ou de Jean-Luc Mélenchon qui discutent au nom de la république. Dans les nombreux paradoxes qui traversent le débat en cours, il est symptomatique de la confusion ambiante de voir des camarades farouches partisans de l'unité à tout prix et, parfois, à n'importe quel prix avec le Front de gauche se faire aujourd'hui les tout aussi farouches défenseurs de la candidature d'Ilhem. Paradoxe qui renvoie à la faiblesse du NPA, sa difficulté à agir avec cohérence en parti affirmant sa propre personnalité.

Le point de départ de la discussion porte bien sur notre projet commun, ce qui nous réunit et donc ce que signifie militer ou sympathiser avec le NPA, le représenter. La première question n'est pas de savoir qui on accepte ou pas mais bien ce à quoi adhèrent celles et ceux qui nous rejoignent. Et c'est bien parce que le fait qu'une camarade portant le foulard islamique soit candidate est compris comme une remise en cause de ce qui nous réunit qu'elle pose problème. Il ne s'agit pas de stigmatiser qui que ce soit mais de définir notre compréhension commune de ce qui nous réunit.

Nous sommes réunis par un projet qui prend appui sur un certain nombre d'idées qui ont un contenu universel. Ces idées définissent le contenu même du mot socialisme en tant que perspective pour l'ensemble de l'humanité. Elles plongent leurs racines dans l'histoire des sociétés, des faits économiques, des luttes d'émancipation, dans l'histoire des idées elles mêmes, des connaissances scientifiques. Nous ne sommes certes pas positivistes, scientifiques au sens où nous

ne croyons pas que la science échappe au rapport de classe ni que ses seuls progrès et leur application puissent suffire à transformer le monde et à libérer l'Homme. Mais nous sommes convaincus que ces progrès conditionnent les possibilités de transformation révolutionnaire, d'émancipation humaine. Ils permettent à l'humanité et en particulier aux classes exploitées de s'unir par delà les frontières tout en élargissant l'accès à la culture, à la compréhension de l'histoire et du monde. Le progrès des connaissances est le fondement même de la démocratie et de la liberté, du moins si le monde du travail, qui en crée les conditions matérielles, peut se les approprier alors qu'aujourd'hui le capital les accapare à ses seuls fins parasitaires, réactionnaires, les amputant de leur dimension contestatrice.

Parmi ces progrès, il en est un, la théorie de l'évolution, qui considère que tous les phénomènes sont le produit d'une histoire et n'ont d'autres explications que cette histoire sans autre intervention extérieure non objective. Dieu est une hypothèse dont nous n'avons pas besoin. Cette théorie est un des progrès fondamentaux de la pensée. Le marxisme en est une des branches appliquées aux sciences sociales et aux luttes d'émancipation comme le Darwinisme l'est dans le domaine de l'évolution du monde vivant. De ce point de vue, le socialisme n'est pas une idéologie, un choix moral, mais bien une théorie qui s'inscrit dans une conception scientifique globale, la théorie de l'évolution.

La bourgeoisie tout en étant obligée d'accepter celle-ci cherche en permanence à la remettre en cause - voir le combat acharné des réactionnaires aux USA pour imposer l'enseignement des conceptions créationnistes. Et bien évidemment nous ne sommes pas neutres mais nous militons pour contribuer à une élévation de la conscience collective, l'appropriation d'une conception matérialiste nécessaire à l'émancipation humaine.

Défense du matérialisme militant et idéalisme religieux

Nous nous définissons comme athées, comme matérialistes au sens philosophique du terme. Nous pensons que les religions ont, comme tout, une histoire, qu'elles sont le produit de l'histoire de l'humanité, qu'elles ont pu contribuer au progrès qui s'est forgé sa route à travers des sociétés de classe, d'oppression, qu'elles ont la plupart du temps justifiées. Dieu ou les Dieux sont une invention de l'esprit humain qui s'en libérera quand l'homme aura transformé ses conditions d'existence au point de les maîtriser et de vivre en harmonie avec les siens et avec la nature sans avoir besoin ni des contraintes morales ni de la promesse du paradis...

Mais notre attitude est celle d'un parti démocratique convaincu que sa seule force est la conscience des opprimés dont il n'est rien d'autre que l'expression organisée et militante. Nous voulons convaincre par la discussion, l'éducation, à travers les luttes pour le bien-être et les droits démocratiques des classes opprimées. Nous défendons, popularisons nos conceptions, nous fondons nos analyses et perspectives sur elles mais nous ne pensons pas convaincre par des mesures d'autorité ou administratives. Ceci dit, nous combattons le pouvoir matériel des Eglises et différents clergés qui sont là pour embrigader les masses et défendre l'ordre établi. Contre les Etats théocratiques comme Israël ou l'Iran mais aussi quand cela se fait à l'ombre d'un Etat dit laïc. L'articulation entre ces trois composantes – attitude démocratique vis-à-vis des masses, défense de nos conceptions, lutte contre la force matérielle des religions et des Etats- est une question politique qui n'a pas de réponse toute faite mais s'écrit à travers la lutte.

Il est très fréquent que soit invoqué le principe de laïcité pour justifier la neutralité à l'égard des religions. Il y a là une confusion. La laïcité régit les rapports entre l'Etat et les religions. Cette idée était au coeur de la lutte contre l'influence de l'église sur l'Etat presque un siècle après la révolution de 89. Elle a abouti à la loi de 1905 qui est un compromis favorable à la bourgeoisie contre le socialisme. A partir de cette lutte, l'idée de laïcité a pris plusieurs contenus. Sarkozy se réclame d'une laïcité ouverte c'est-à-dire où l'Etat marche la main dans la main avec les religions et tout particulièrement avec la religion dominante, l'église catholique ! Pour nous, elle signifie une totale indépendance de l'Etat vis-à-vis des religions, libres, dans le même temps, d'exister par leurs propres moyens sans aide ni subventions à partir des fonds publics.

Le principe vaut pour les rapports de l'Etat et de la société civile, il ne vaut pas au sein du parti qui est une libre association de femmes et d'hommes unis par un même projet, une même philosophie, le socialisme et le communisme. Le raisonnement qui efface cette différence, revient à effacer nos délimitations, ce qui fonde la nécessité d'un parti des travailleurs pour se contenter de défendre un point de vue général, un principe, hors du combat politique réel.

Notre parti est une libre association de personnes qui partagent la même philosophie matérialiste. Ceci dit notre matérialisme est militant et démocratique et notre parti ne rejette pas celles et ceux qui partagent notre programme sans pour autant s'être approprié une philosophie matérialiste et qui conservent des croyances religieuses. Cela à partir du moment où ils connaissent et acceptent notre point de vue et où ils ne se livrent pas à un prosélytisme religieux. Et c'est quand même un sophisme étrange que d'invoquer la laïcité pour justifier de présenter une candidate portant le voile.

Croyances religieuses et luttes d'émancipation

La question de savoir si des personnes ayant des croyances religieuses peuvent militer dans notre parti ne se pose pas dans les mêmes termes selon le contexte social et historique ou n'a pas la même importance. Elle ne se pose pas dans les mêmes termes aujourd'hui que dans la Russie du début du siècle dernier ou en France, pays de la révolution de 89, et

au Pakistan par exemple. Ceci dit, à partir du moment où nous acceptons que des croyants puissent nous rejoindre en toute connaissance de nos propres conceptions matérialistes, il est difficile de codifier jusqu'où peuvent ou pas s'exprimer leurs croyances, port du voile, de la kipa ou de la croix... Notre démarche vise à convaincre, entraîner, associer à notre combat émancipateur et non à nous aligner sur des préjugés. C'est bien cela qu'il s'agit d'apprécier plutôt que de formaliser un problème qui ne peut être que très marginal dans un pays comme la France. C'est vrai aussi pour le port du voile qui reste marginal y compris dans les populations d'origine maghrébine.

Ce dernier prend une signification particulière du fait qu'il est un symbole de l'oppression des femmes, de soumission contraire aux idées du féminisme. Mais si une femme qui connaît notre philosophie, qui sait que nous considérons le voile comme un symbole d'oppression, que nous soutenons, ici et dans le monde, la lutte des femmes et de tous les démocrates contre les religieux qui veulent l'imposer, souhaite militer avec nous, nous ne la rejetons pas. C'est à elle d'assumer ses contradictions. Certes, le port du voile n'est pas le seul symbole d'oppression des femmes. Il y en a des « laïcs » qui les rabaissent au rang d'objet sexuel ou consacrent, même civilement, la propriété de l'homme sur elles. Nous n'y sommes pas plus indifférents mais cela ne veut pas dire que nous tirons un trait d'égalité entre tout dans une même condamnation morale qui, au final, banaliserait... le voile !

Une femme portant le voile peut-elle représenter notre parti, être candidate ? La question se pose en termes politiques. Quand nous discutons pour choisir une ou un candidat ou porte-parole nous voulons choisir qui est le plus à même de nous représenter, de porter le message collectif, les idées que nous voulons faire passer. Le port du voile, symbole d'oppression, rend cela impossible. Il ne s'agit pas d'une discrimination mais d'un choix politique. Et militer pour, comme l'ont fait et le font un certain nombre de camarades est un choix qui rentre en contradiction avec ce qui nous réunit. Il revient, volontairement ou non, à faire un geste public et politique vis-à-vis des milieux religieux, s'oppose de fait au féminisme, à notre philosophie. Il vise à faire d'un cas d'exception un geste politique qui ne peut être perçu et a été perçu comme un geste contraire aux luttes féministes. C'est bien là l'erreur des camarades du Vaucluse, le désaccord que nous avons avec eux et celles et ceux qui ont contribué à mettre les militants du parti devant un fait accompli.

Ceci dit, à aucun moment nous n'avons demandé, pour notre part, le retrait d'Ilham de la liste PACA. Ce qui est fait est fait et nous n'allions pas céder à la pression de la campagne menée contre nous. Mais ne pas céder ne signifie en aucun cas justifier et encore moins accepter.

Quelle politique vis-à-vis des quartiers populaires ?

Le geste politique des camarades du Vaucluse part, si nous comprenons bien, d'une double préoccupation. D'abord faire un geste de réponse à la politique et à la campagne discriminatoire, xénophobe et raciste du pouvoir. Ensuite s'adresser aux milieux populaires de religion musulmane pour leur dire que notre combat est le leur. Nul besoin d'un tel geste pour s'opposer au pouvoir et à la loi sur le voile ou celle sur la burqa, bien au contraire même. Le geste des camarades affaiblit le caractère démocratique de notre position, la caricature et la dénature. Ensuite, les gestes que nous avons à faire vis-à-vis de la population des quartiers s'adressent à toutes et tous pour unir - et non diviser - par delà les origines et les religions autour des exigences sociales et démocratiques.

Notre intervention dans les quartiers s'organise autour d'un programme d'urgence sociale et démocratique. Il serait suicidaire de chercher des raccourcis en faisant des compromis avec des religieux ou avec la religion. Personne ne prétend vouloir le faire, peut-être, mais le geste de présenter une candidate portant le voile prend inévitablement ce sens là.

Dans notre travail nous avons une attitude démocratique, nous ne stigmatisons et ne repoussons aucun débat ni aucune alliance. Toutes les alliances sont possibles mais comme toute alliance elles supposent que le parti et ses militants restent libres de parler leur propre voix, de défendre leurs propres idées, leur propre programme. En abdiquer serait la voie la plus sûre vers l'échec.

La continuité démocratique du mouvement ouvrier

Ce serait plus qu'un terrible paradoxe, une erreur grave, si les révolutionnaires laissaient à la bourgeoisie la défense de certains acquis démocratiques des luttes de classes que les réformistes lui ont abandonnés, pour les pervertir et les retourner contre une partie de la classe ouvrière elle-même. Car les acquis démocratiques de ce pays sont bien nos acquis. Les droits des travailleurs comme les droits des femmes ont été arrachés par la mobilisation et la lutte contre les classes dominantes, ils leur ont été imposés. Les compromis que la bourgeoisie a réussi à négocier lui ont permis d'utiliser ces droits à ses propres fins pour perpétuer sa domination dans le cadre de la République bourgeoise. Chaque fois que cela lui a été nécessaire, elle les a foulés aux pieds, passés par les armes. Et chaque fois, ce sont les travailleurs de toutes origines, les femmes, les jeunes qui ont réussi à redonner vie à ces conquêtes. La bourgeoisie ne les reprend à son compte que pour s'attacher les réformistes adeptes de sa République ou pour les retourner contre une fraction de la classe ouvrière.

Notre combat s'inscrit dans une continuité démocratique et révolutionnaire, dans le contexte nouveau de la mondialisation libérale et impérialiste. « *Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celui de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires.* » est-il écrit dans les Principes fondateurs de notre parti. Parmi le meilleur de cet héritage il y a la lutte contre l'emprise des églises, pour l'égalité des sexes, la propagande et le travail d'éducation pour une conception matérialiste de l'histoire et de l'évolution du monde. Cette tradition nous la faisons nôtre en ces temps de recul politique et idéologique où la religion tend à redevenir la seule valeur à prétention universelle des classes dominantes confrontées à la faillite de leur propre système, de leur propre politique.

Le défi du NPA, c'est de faire revivre cette tradition au coeur de la nouvelle classe ouvrière née de la mondialisation à travers le melting-pot des luttes sociales et politiques.

Monica Casanova, Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)